

Accord professionnel

**TRANSPORT FERROVIAIRE**

**Dénonciation par lettre du 15 février 2021**

de l'UTP de l'accord du 8 septembre 2010

NOR : ASET2150384M

Union des transports publics et  
ferroviaires (UTP),  
17, rue d'Anjou,  
75008 Paris.

Paris, le 15 février 2021.

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous notifier par le présent courrier la dénonciation par l'Union des transports publics et ferroviaires de l'accord de branche relatif au contrat de travail, aux classifications et aux rémunérations du 8 septembre 2010.

Cette action de l'UTP est motivée par les raisons suivantes :

L'article 17 de la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire a imposé la négociation d'une convention collective nationale de la branche ferroviaire recouvrant notamment, le champ des entreprises de transport ferroviaire de marchandises (fret).

Après plus de 2 ans de négociation, l'accord relatif au volet « Classifications et rémunérations » pour la branche ferroviaire a été ouvert à la signature en janvier 2020. L'UTP, l'UNSA et la CFDT ont signé l'accord tandis que les fédérations CGT, SUD RAIL et FO, représentant toutes les trois plus de 50 % des salariés de la branche ferroviaire, ont exercé leur droit d'opposition, rendant ainsi l'accord invalide. Ce projet d'accord, portant sur l'ensemble du champ de la convention collective nationale de la branche ferroviaire, devait selon son article 8 se substituer aux dispositions portant sur les mêmes matières que l'accord de branche relatif au contrat de travail, aux classifications et aux rémunérations du 8 septembre 2010. Il est rappelé que les dispositions relatives au contrat de travail de l'accord du 8 septembre 2010 ont déjà été substituées par les dispositions portant sur les mêmes matières de l'accord étendu du 31 mai 2016 relatif au contrat de travail et à l'organisation du travail de la convention collective nationale de la branche ferroviaire.

Le conseil d'administration de l'UTP en date du 11 juin 2020 a adopté le contenu d'une recommandation patronale en matière de classification et rémunérations rendue exécutoire le 26 juin 2020.

Le Gouvernement a pris par l'ordonnance n° 2021-49 du 20 janvier 2021 relative aux classifications et rémunérations au sein de la branche ferroviaire qui conduira, via un décret à venir, à

définir pour l'ensemble des entreprises de la branche ferroviaire des dispositions relatives aux classifications et rémunérations.

En conséquence, les entreprises de fret, relevant initialement du champ de l'accord du 8 septembre 2010 devront donc, comme toutes les autres entreprises relevant de la branche ferroviaire, appliquer les dispositions de la recommandation patronale ou du décret à venir pris en application de l'ordonnance n° 2021-49, à défaut d'un accord de branche étendu applicable à l'ensemble des entreprises de la branche ferroviaire.

Les dispositions de l'accord du 8 septembre 2010 relatives aux classifications et rémunérations pour les seules entreprises de fret ne doivent dorénavant être applicables en raison des dispositions prises pour l'ensemble des entreprises relevant du champ de la convention collective nationale de la branche ferroviaire.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Délégué général.